



**Secrétariat Général
Département Technique**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE N°2025-13

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE COURANT FORT DE L'ENAP

Table des matières

Article 1.	Objet du marché	3
Article 2.	Caractéristiques.....	3
Article 3.	Durée du marché	3
Article 4.	Pièces constitutives du marché	3
Article 5.	Sous-traitance.....	4
Article 6.	Décomposition en lot.....	4
Article 7.	Modalités d'exécutions financières :	4
7.1	Information sur la facturation électronique	4
7.2	Modalités de règlement	5
Article 8.	Détermination des prix.....	Erreur ! Signet non défini.
Article 9.	Pénalités	7
9.1	Pénalités relatives au non-respect de la prestation.....	7
9.2	Pénalités relatives au non-respect du principe d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	8
Article 10.	Attestation à fournir au cours de l'exécution du marché.....	8
Article 11.	Force majeure.....	9
Article 12.	Suspension temporaire d'activité de l'école	9
Article 13.	Politique de sécurisation du site.....	9
Article 14.	Confidentialité.....	10
Article 15.	Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	10
15.1	Obligation du titulaire.....	10
15.2	Contrôle de ces obligations	10
15.3	Information de l'Énap en cas de non-respect de ces obligations.....	10
15.4	Sanctions éventuelles en cas de non-respect de ces obligations.....	10
Article 16.	Exécution par défaut.....	10
Article 17.	Résiliation	11
17.1	Résiliation pour faute du titulaire	11
17.2	Résiliation pour manquement aux obligations essentielles.....	11
17.3	Résiliation pour motif d'intérêt général	12
Article 18.	Règlement des litiges.....	12
Article 19.	Droit à la langue	12
Article 20.	Dérogation au CCAG.....	12

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exploitation et la maintenance des installations de courant fort de l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire sise à AGEN. Il intègre la maintenance des BAES, et des cellules haute tension.

Le village RIAC est hors périmètre de ce marché.

Dans le cadre de la maintenance corrective une astreinte 24 x 24 sera tenue le weekend, et les jours fériés, de 19h00 à 8h00 du lundi au vendredi.

Les cellules hautes tension seront maintenues le samedi.

Article 2. Caractéristiques

Le présent marché est soumis au code de la commande publique ainsi qu'aux règles du *nouveau* cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (arrêtés du 30 mars 2021 publiés au JO du 1^{er} avril 2021).

Il se présente sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément à l'article L. 2124-2 du code précité.

Il s'agit d'un marché forfaitaire.

Article 3. Durée du marché

Le présent marché démarre à compter **du 1^{er} janvier 2026**, pour une période de douze (12) mois, il est ensuite renouvelable par tacite reconduction trois (3) fois par période de douze (12) mois sans pouvoir dépasser une durée **totale de quatre (4) ans**, sauf dénonciation par lettre recommandée avec avis de réception postal par l'une des parties, deux (2) mois au moins avant chaque échéance annuelle.

Article 4. Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière (DPGF),
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'École fait seul foi,
3. Le cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes dont les exemplaires conservés dans les archives de l'École fait seul foi,
4. Le CCAG/FCS (cahier des clauses administratives générales / Fournitures courantes et services - arrêté du 30 mars 2021 publiés au JO du 1^{er} avril 2021),
5. L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa prestation d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Article 5. Sous-traitance

La sous-traitance du marché est autorisée conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies aux articles R. 2193-1 et suivants de la partie réglementaire du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'acte spécial (DC4) :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une exclusion de plein droit de la procédure de passation visée aux articles L. 2141-1 et suivants du code la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1 et 2, L. 822 – 3 et 5, L. 8254, L. 8231-1 du code du travail.

Les modalités de paiement du sous-traitant sont encadrées par les articles R. 2193-1 et suivants de la partie réglementaire du code de la commande publique.

Article 6. Décomposition en lot

Le présent marché est composé d'un seul lot.

Article 7. Modalités d'exécutions financières :

7.1 Information sur la facturation électronique

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les entreprises titulaires de marchés publics et leurs sous-traitants bénéficiant d'un paiement direct, doivent obligatoirement adresser leurs factures à l'Énap sous format électronique.

La transmission des factures électroniques se fait à partir du portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire a le choix entre 3 modes de dématérialisation :

1. dématérialisation par échanges de données informatisées (EDI) : la transmission se fait du système d'information du fournisseur vers Chorus Pro, (il est nécessaire de raccorder préalablement le SI facturier du fournisseur au concentrateur Chorus) ;
2. saisie en ligne des factures sur le portail Chorus Pro ;
3. dépôt d'une facture sous le format PDF sur le portail Chorus Pro.

Une brochure explicative de la procédure à suivre est disponible sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/facturation-electronique>

Pour permettre au titulaire de se conformer aux obligations qui lui incombent au moment de saisir ses factures sur CHORUS PRO, il lui sera nécessaire de donner les références ci-dessous :

A ce titre, les éléments suivants sont nécessaires au dépôt des factures :

- **le numéro SIRET de l'Énap : 180 092 199 000 17**
- **le code service : SFACT**
- **le numéro de marché : 2025-13**
- **le numéro d'engagement juridique : ce numéro sera communiqué lors de la notification du marché.**

7.2 Modalités de règlement

Les prestations sont réglées mensuellement par mandat administratif après exécution des prestations demandées et vérification du service fait.

A ce titre, le titulaire émet une facture mensuelle à terme échu.

Outre les mentions légales, et conformément à l'arrêté du 5 mai 2021 fixant *la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique*, toutes les pièces afférentes au paiement porteront les indications suivantes :

- nom complet et adresse du prestataire/fournisseur et du client ;
- le cas échéant, référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers ;
- le cas échéant, numéro SIREN ou de SIRET ;
- le cas échéant, numéro d'identification à la TVA de l'assujetti ayant effectué la livraison du bien ou la prestation de services ;
- le cas échéant, numéro d'identification à la TVA du client ;
- pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, selon le cas le prix unitaires et les quantités ou bien les prix forfaitaires ;
- tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération ;
- date à laquelle est effectuée la livraison des biens ou la prestation de service ;
- taux de TVA appliqué, montant de la taxe à payer et par taux d'imposition, le total hors taxe et la taxe correspondante mentionnés distinctement sauf si régime particulier ;
- en cas de régime particulier (exonération, auto liquidation ou application de la marge bénéficiaire), la référence à la disposition pertinente de la réglementation EPN sur le territoire duquel est réalisée l'opération ou à la disposition correspondante de la sixième directive TVA. Dans ce cas, les factures sont établies par le prestataire HT.

Les factures seront libellées à :

Énap

Secrétariat général – services économiques

440, avenue Michel Serres – CS 10028

47916 AGEN CEDEX 9

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'École nationale d'administration pénitentiaire.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Lorsqu'il est imputable à l'administration, le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit et sans autres formalités, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément à la réglementation positive.

Article 8. Prix

8.1 Détermination du prix

Pour chaque exercice annuel, les prestations objet du présent marché sont réglées mensuellement.

Le prix est global et forfaitaire, il est ferme pour la première année du marché, il comprend les frais correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des opérations d'exploitation et de maintenance des installations de courant fort.

Le prix forfaitaire intègre :

- **La maintenance préventive**
- **Les pièces et matériels de rechange** dont le prix unitaire est inférieur ou égal à **cent soixante-quinze (175) Euro hors taxes** (montant fournisseur, remise déduite),

- **Les interventions de dépannage** du lundi au vendredi pendant les heures ouvrées (8h-18h), **frais de déplacement compris.**
- **Les astreintes** week-end, jours fériés, en 24/24, ainsi que celles des jours ouvrés de 19h00 le soir à 8h00 le lendemain matin.
- Les interventions de maintenance sur les cellules haute tension

Ne sont pas compris dans le forfait :

- Les pièces et matériels de rechange dont le prix unitaire est supérieur ou égal à cent soixante-quinze (175) Euro hors taxes.

Dans le cadre de la maintenance curative, un devis sera préalablement fourni par le prestataire, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire une mise en concurrence.

Les prix sont révisables à la date anniversaire en fonction du tarif initial du titulaire en vigueur à la date de notification.

8.2 Réexamen du marché

Dans la continuité du plan d'extension de l'école, **il est à noter qu'au cours de la période d'exécution du marché une augmentation du périmètre de la maintenance est possible** : Projet de construction d'un bâtiment destiné aux pratiques techniques professionnelles et d'un bâtiment « pôle de criminologie » implanté à l'extérieur de la clôture périmétrique du site.

Après livraison desdits nouveaux bâtiments, les parties au présent marché pourront formaliser par voie d'avenant l'éventuelle extension des prestations inscrites dans le présent marché.

8.3 Révision de prix

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire, en fonction du tarif initial du titulaire en vigueur à la date de notification sur lesquels seront appliquées, les éventuelles hausses ou baisses.
La révision de prix se fait à la baisse comme à la hausse en fonction de l'indice de référence.

Le tarif de référence sera celui indiqué dans l'annexe financière (DPGF) de l'offre initiale.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».**

Les prix sont révisables selon la formule suivante :

$$P = P_0 * BT47 / BT470$$

Où :

P = Nouveau prix révisé

P₀ = Prix de base de l'offre initiale

BT 47 = Indice BT 47 publié par l'INSEE, **publié à la date de la révision**

BT 470 = Indice BT 47 publié par l'INSE, **publié le mois qui précède celui de la date limite de réception des offres**

Le titulaire du marché s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par tout autre moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de réception son nouveau tarif, **avec un préavis minimum de 2 mois** avant la date d'entrée en vigueur.

Ce nouveau tarif devient contractuel, si le pouvoir adjudicateur ne fait aucune observation dans un délai d'un mois à compter de sa date de réception.

A défaut de cette notification par le titulaire, les prix appliqués sont réputés rester identiques à la période en cours.

Article 9. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, l'Énap se réserve le droit d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, les pénalités définies ci-dessus, quel que soit le montant.

9.1 Pénalités relatives au non-respect de la prestation

- Le changement et ou le non-respect de l'astreinte

Une pénalité de mille (1000) Euros hors taxes sera appliquée.

- La non-présentation des documents de suivi dans délai de 15 jours après demande formalisée par mail

Les documents concernés sont :

- *Le plan de prévention initial à valider par le maitre d'ouvrage,*
- *Les mises à jour annuelles du plan de prévention,*
- *Le planning prévisionnel de maintenance à valider par le maître d'ouvrage,*
- *En lien avec les observations du bureau de contrôle dans le cadre des vérifications périodiques réglementaires les **attestations des levées de réserves**,*
- *Le registre de recensement et de maintenance des éclairages de secours à jour,*
- *Le bilan d'activité annuel.*

Une pénalité de trente (30) Euros hors taxes pourra être appliquée **par document et par semaine de retard**.

- Le non-respect du planning de maintenance (article 14.1 du CCTP)

Le titulaire devra informer le responsable du Département technique ou son représentant des éventuels retards d'exécution sur les opérations de maintenance programmées, en particulier la thermographie des armoires électriques, la maintenance des cellules Haute tension, le contrôle des éclairages de secours

Une pénalité de **cent (100) Euros hors taxes** pourra être appliquée **par semaine de retard** si les opérations de maintenance reprogrammées en accord avec le responsable du Département technique ou son représentant, ne sont pas exécutées à la date prévue.

- Le non-respect des délais d'intervention fixés à l'article 5.7 du CCTP :

Une pénalité de cinquante (50) Euros hors taxes **par heure de retard** pourra être appliquée si le technicien n'intervient pas dans **les délais fixés dans l'immédiat ou dans les 2 heures** après demande par mail ou appel téléphonique.

Une pénalité de cinquante (50) Euros hors taxes **par jour de retard** pourra être appliquée si le technicien n'intervient pas dans **les délais fixés dans les 24 heures jours ouvrés**.

- Le non-respect des délais d'intervention de l'astreinte fixés à l'article 6.2 du CCTP :

Une pénalité de cinquante (50) Euros hors taxes **par heure de retard** pourra être appliquée si le technicien n'intervient pas dans **les délais fixés dans les 2 heures** après demande par mail ou appel téléphonique.

Les pénalités sont cumulables.

Les pénalités sont limitées à un maximum de 25% du prix global et forfaitaire annuel hors taxes du marché.

9.2 Pénalités relatives au non-respect du principe d'égalité, de laïcité et de neutralité

Les pénalités relatives au non-respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qui pourront être appliquées sont les suivantes :

Défaut	Pénalité maximale
Non mise en œuvre injustifiée de la politique de respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité sur le site.	500 € TTC par non mise en œuvre injustifiée constatée
Non-information injustifiée de l'Énap suite à un incident impliquant un ou plusieurs personnels du titulaire ou un ou plusieurs personnels de ses sous-traitants ou prestataires.	500 € TTC par absence d'information injustifiée constatée
Non mise en œuvre injustifiée, suite à un incident, de mesures adaptées.	500 € TTC par non mise en œuvre injustifiée, suite à un incident, de mesures adaptées

Le constat est formalisé par un courrier ou courriel d'information valant demande d'explications. Le titulaire est invité à faire part de ses observations dans les cinq jours ouvrés suivants. A l'issue, si l'Énap estime que les observations fournies ne permettent pas de justifier le non-respect évoqué, ou à défaut en l'absence d'observation, elle établit une décision de pénalités.

Article 10. Attestation à fournir au cours de l'exécution du marché

En application de l'article D.8222-5 du code du travail modifié par le décret n° 2011-1601 du 21 novembre 2011 relatif au travail dissimulé et modifiant le code du travail au regard du code des marchés publics, le titulaire remettra avant début d'exécution puis tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché :

1. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.
2. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Article 11. Force majeure

La force majeure se définit comme une situation imprévisible, insurmontable et externe au regard des parties empêchant celles-ci d'accomplir leurs obligations.

Aucune partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir accompli ou avoir accompli avec retard une obligation au titre du présent marché dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Il est expressément convenu que le fait de grève de tout ou partie des personnels du titulaire est exclu de la notion de force majeure et ne saurait à cet égard constituer un motif d'exonération de responsabilité.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, chacune des parties a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses propres obligations.

Lorsque l'une des parties invoque la survenance d'un événement de force majeure, elle le notifie, dans les plus brefs délais, par tout moyen, doublé d'une lettre traçable, à l'autre partie. Il est alors convenu d'une concertation rapide entre les deux parties afin d'envisager la continuité du service perturbé par l'événement.

Chaque partie supporte les conséquences, notamment financières, directes et indirectes de la survenance d'un événement de force majeure.

Article 12. Suspension temporaire d'activité de l'école

L'École peut éventuellement faire l'objet d'une décision de suspension de son activité de formation professionnelle, décidée par le Gouvernement ou tout service de l'Etat compétent en la matière, notamment en cas de survenance d'une crise sanitaire majeure, d'une catastrophe naturelle ou industrielle ou d'un événement particulier obérant le fonctionnement normal de l'École.

L'École informe par tout moyen et sans délai le titulaire de la nature de l'événement impactant son fonctionnement normal et – si elle en possède l'information – la durée prévisible de la suspension de son activité.

Dans ce cas de figure, le présent marché est suspendu de plein droit. Un ordre de service mentionnant la nature de la suspension est notifié dans les meilleurs délais au titulaire par l'École. Pendant la durée de celle-ci, aucune prestation n'est demandée au titulaire. Ce dernier ne peut prétendre à aucune indemnisation du fait de la suspension temporaire du marché et des conséquences de celle-ci.

Lors de la reprise d'activité, L'École informe par tout moyen le titulaire. Un ordre de service mentionnant la date de reprise du marché est notifié dans les meilleurs délais au titulaire par l'École.

Article 13. Politique de sécurisation du site

L'École a établi et met en œuvre une politique de sécurisation de son campus. Une clôture périmétrique ceint le campus.

L'ensemble des personnels présents sur le site est soumis au port d'un badge d'identification. Les modalités de port de ce badge sont définies par note de service de l'École.

Le titulaire est soumis à ces contraintes pour ses propres personnels, sous-traitants et co-traitants. Il transmet à l'École un listing exhaustif et actualisé des personnels intervenants ou susceptibles d'intervenir sur le site (nom, prénom, date et lieu de naissance).

Les intervenants ne peuvent accéder dans l'enceinte de l'école sans être muni d'une pièce d'identité et avoir au préalable obtenu un badge d'accès.

Article 14. Confidentialité

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielles les informations de quelque nature qu'elles soient dont il aura pu avoir connaissance dans le cadre du présent marché, soit sous forme verbale, soit sous forme écrite.

Le titulaire s'engage en particulier à observer la plus grande discrétion quant aux techniques, méthodes et procédés appartenant à l'Énap qu'il aura été amené à partager du fait de l'exécution du présent marché.

Le titulaire se porte garant de la bonne exécution desdites obligations de la confidentialité pour l'ensemble de ses collaborateurs ainsi que de ses sous-traitants et prestataires.

Article 15. Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

15.1 Obligation du titulaire

Conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire veille strictement à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses à l'occasion de l'exécution du présent marché, traitent de manière égale l'ensemble des convives ainsi que leurs collègues de travail et respectent la liberté de conscience et la dignité de chacun.

Le titulaire veille également à ce que toute autre personne ou société prestataire intervenant sur site respecte ces mêmes obligations.

15.2 Contrôle de ces obligations

L'Énap se réserve le droit de contrôler, à tout moment et par tous moyens, que le titulaire a effectivement décliné le respect de ces principes et les promeut auprès de ses propres prestataires extérieurs intervenant sur site, dans le cadre d'informations formelles et ou de formations spécifiques, notamment auprès de son propre personnel.

15.3 Information de l'Énap en cas de non-respect de ces obligations

En cas d'incident impliquant un ou plusieurs personnels du titulaire ou un ou plusieurs personnels de ses sous-traitants ou prestataires, le titulaire informe sans délai l'Énap de tout non-respect de ces principes dans le cadre de l'exécution du présent marché, ainsi que les mesures adaptées mises en œuvre par lui afin de faire cesser les manquements constatés.

15.4 Sanctions éventuelles en cas de non-respect de ces obligations

Nonobstant une éventuelle plainte de l'Énap si les faits relèvent d'une infraction pénale, le titulaire peut être soumis à des pénalités spécifiques établies à l'article 11.2 du présent CCATP.

Article 16. Exécution par défaut

Dans le cas où le titulaire ne pourrait assurer l'une ou l'autre des prestations qui lui sont demandées, l'Énap se réserve le droit de faire assurer le service défaillant par un tiers prestataire aux frais et risques du titulaire par toute personne et tous moyens appropriés de son choix.

En cas de différence de prix au détriment de l'Énap, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, sans que ce dernier ne puisse émettre aucune réclamation.

La mise en œuvre de l'exécution par défaut n'est pas exclusive de l'application des modalités de pénalités ou de résiliation prévues dans le présent CCATP dans l'hypothèse où le titulaire serait à l'origine de la défaillance du service.

Article 17. Résiliation

Conformément au chapitre 7 du CCAG/FCS, l'Énap peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG/FCS, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG/FCS (résiliation pour événements extérieurs au marché).

17.1 Résiliation pour faute du titulaire

L'Énap peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Lorsque pour une année considérée, le total des pénalités fixées par l'Énap aura atteint 25 % du montant total annuel hors taxe (HT) facturé ;
- En cas de non-respect par le titulaire ou ses sous-traitants des obligations contractuelles du marché ayant donné lieu à mise en demeure du titulaire de respecter ou faire respecter les conditions d'exécution du marché et de s'acquitter de ses obligations.

Deux mises en demeure, ayant le même objet, restées infructueuses, adressées au titulaire dans un délai d'un (1) mois consécutif, pourront entraîner la résiliation du marché aux torts de ce dernier, sans préjudice des pénalités restant dues. La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision prise par l'Énap. Elle sera en droit de procéder à la mise en exécution des prestations avec un nouveau titulaire aux frais et risques du titulaire.

Ces décisions de résiliation ne donneront lieu à aucune indemnité de la part de l'Énap.

17.2 Résiliation pour manquement aux obligations essentielles

En cas de manquement de la part du titulaire à l'exécution de l'une de ses obligations essentielles, l'Énap peut faire valoir la résiliation de plein droit du marché. Cette résiliation est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, et prend effet dans la décision prise par l'Énap nonobstant les dommages et intérêts auxquels l'Énap pourrait prétendre.

A titre indicatif, sont réputés essentielles les obligations suivantes :

- L'absence de souscription à une assurance conforme à celle exigée au titre du présent marché ;
- La non-réalisation d'une opération de maintenance, pouvant mettre en péril la sécurité des biens et des personnes ;
- Le non-respect des exigences de sécurité, dont celles imposées par l'Énap ;
- Le non-respect répété des délais d'intervention exigés au marché, mettant en péril la sécurité des biens et des personnes ;
- Le manquement du titulaire à ses obligations professionnelles pouvant mettre en danger l'intégrité physique de son personnel, du personnel de l'Énap ou des utilisateurs du village de Riach ;
- L'absence de qualifications et d'habilitations, de la part du titulaire et/ou de son personnel, exigées dans le cadre de la réglementation pour réaliser les prestations du marché ;
- Le cas d'incapacité, de fraude ou tromperie constatée dans l'exécution des prestations ;
- Le cas d'abandon ou de réduction d'activité du titulaire apportant des perturbations dans le déroulement normal des prestations, dûment constaté par l'Énap ;
- Le manquement du titulaire à ses obligations en matière de droit du travail et de développement durable.

Deux mises en demeure, ayant le même objet, restées infructueuses, adressées au titulaire dans un délai d'un (1) mois consécutif, pourront entraîner la résiliation du marché aux torts de ce dernier, sans préjudice des pénalités restant dues. La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision prise par l'Énap. Elle sera en droit de procéder à la mise en exécution des prestations avec un nouveau titulaire aux frais et risques du titulaire.

Cette décision de résiliation ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'Énap.

17.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

L'Énap peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG/FCS.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières des articles cités ci-dessus, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

Article 18. Règlement des litiges

Tout différend survenant à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions de l'article 46 du CCAG/FCS.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les correspondances relatives à la consultation sont rédigées en français.

Le Tribunal administratif de Bordeaux sera seul compétent pour connaître l'objet du litige conformément à la législation en vigueur.

Article 19. Droit à la langue

La langue du présent marché est la langue française, applicable dans l'ensemble des échanges écrits et oraux avec les candidats et le titulaire.

Article 20. Dérogation au CCAG

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

Fin du CCAP